

8° FORO DE BIARRITZ
Rencontres Europe-Amérique Latine

Santiago du Chili - 8 et 9 octobre 2007

SYNTHESES DE LA 2^{ème} SESSION PLENIERE « la Voix des Villes et des Régions : “Politiques publiques, cohésion sociale et responsabilité sociale empresarial: ¿Régulation, Autorégulation y Corégulation? »

Lundi 9 octobre 2007 - Salon Costanera

Modérateur : **Jaime Ravinet**, Ancien Ministre du Logement, Ancien Maire de Santiago, Chili

Intervenants :

Aníbal Gaviria Correa, Gouverneur de Antioquia, Colombie

Paulo Itacarambi, Directeur Exécutif Institut Ethique d'Entreprise et Responsabilité Sociale, Brésil

Jean - Christophe Lagarde, Député- Maire de Drancy, France

Yeidckol Polevnsky, Sénatrice, Ancienne Présidente Chambre National des Industries de la Transformation CANACINTRA, Mexique

Sabas Pretelt de la Vega, Ambassadrice de Colombie en Italie, Ancien Ministre de l'Intérieur et de la Justice, Colombie

Rabindranath Quinteros, Président Association Chilienne des Municipalités, Maire de Puerto Montt, Chili

Enrique Riera, Ancien Intendant de Asunción, Paraguay

Gisèle Stievenard, Adjointe au Maire de Paris, Première Vice-présidente du Conseil Général du Département de la Seine, France

- **Mr. Aníbal Gaviria Correa, Gouverneur d'Antioquia, Colombie**

Anibal Gaviria Correa recommande d'approfondir la décentralisation ; lorsqu'on a donné du pouvoir aux villes ou aux régions, des révolutions se sont produites sur ces territoires. Il dit, par ailleurs, exprimer certaines inquiétudes face à la RSE.

Pour Anibal Gaviria Correa, il manque encore beaucoup de « latino américanisme », de lieux de rencontres pour impulser l'union et l'intégration en A.L. En ce qui concerne l'organisation du Foro, il apostrophe l'Europe : « Où sont les anciens présidents d'Europe là où sont réunis, comme c'est le cas aujourd'hui, nos anciens présidents d'Amérique Latine ? »

- **Mr. Jean - Christophe Lagarde, Député- Maire de Drancy, France**

Jean Christophe Lagarde est revenu sur le débat qui s'est tenu en France dans les années 1980 autour de la décentralisation. La question était de savoir si la décentralisation allait affaiblir l'Etat ; au contraire avec une vingtaine d'années de recul, Lagarde est en mesure d'assurer que la décentralisation renforce la nation. Elle permet de rapprocher le lieu où l'on décide du problème. Exemple type, celui des collèges/lycées français qui s'étaient dégradés. En 1986, on donne aux collectivités locales le pouvoir de s'occuper de leur gestion : en 22 ans les bâtiments scolaires ont été révolutionnés grâce aux élus locaux.

Il ajoute que dans le système latino-américain, le citoyen est désarmé, segmenté. Il faut selon Jean-christophe Lagarde réinsérer de la subsidiarité, seule réponse à toutes les sociétés de planification ; la démocratie fonctionne à partir de subsidiarité.

Il a ajouté que les marchés publics ont une force extraordinaire pour la RSE, en termes d'incitations au développement durable et de soutien aux petites entreprises (les E.U. le font depuis 1984, la France fut incapable de le faire).

- **Mme Yeidckol Polevnsky, Sénatrice, Ancienne Présidente Chambre National des Industries de la Transformation CANACINTRA, Mexique**

Pour Yeidckol Polevnsky, le passage à un modèle de marché ne s'est traduit par aucun bénéfice social, elle regrette au contraire la concentration de la richesse, le chômage, l'impossibilité à gouverner. Les risques sociaux sont devenus très importants et les politiques de lutte contre la pauvreté ne sont pas efficaces. Le modèle s'essouffle, il est temps de changer. En Amérique Latine, la politique est régie par la « loi du pendule » : entre gouvernements protectionnistes et absents. Face à ce constat, il faut selon Yeidckol Polevnsky, changer de paradigme afin de générer des emplois bien payés et des prestations sociales. Dans ce nouveau modèle, la société civile est indispensable : les politiques doivent être « citoyennisées ». « Un monde meilleur est possible, il est nécessaire que nous nous mettions au travail ».

- **Mr. Sabas Pretelt de la Vega, Ambassadeur de Colombie en Italie, Ancien Ministre de l'Interieur et de la Justice, Colombie**

Sabas Pretelt de La Vega a voulu insister sur l'importance de la RSE. Il a fait remarquer que le groupe d'entrepreneurs est très grand et qu'au vu de son

importance, il constitue une personne sociale et revêt qui plus est une utilité extraordinaire pour la société, sachant qu'il y a des entrepreneurs de toutes sortes. Mais bien souvent cette capacité est sous-exploitée et les entrepreneurs considèrent la politique comme le simple acte électoral ; en Europe, les petites et moyennes entreprises sont cruciales en tant que créatrice d'innovations et d'initiatives. Sabas Pretelt de La Vega a ensuite exprimé son désaccord avec les propos tenus par Soledad Alvear : « la RSE commence où s'arrête la loi », en affirmant que pour lui, la RSE commence justement dans le respect de la loi, le respect du salaire minimum, la garantie des prestations minimums... L'enjeu est énorme pour le secteur privé. Prenant en compte ces nouveaux défis, il a rappelé l'une des propositions faites lors du Sommet de Cartagena, celle de monter un système latino-américain de RSE qui serait accompagné d'un code d'Ethique.

- **Mr. Enrique Riera, Ancien Maire de Asunción, Paraguay**

“La décentralisation est dans toutes les bouches, mais dans les mains de personne”. Pour Enrique Riera, la décentralisation, certes, peut signifier une diminution de pouvoir pour le président, angoissante, mais force est de reconnaître qu'aucun président ne peut être en même temps aux quatre coins du pays quand on aurait besoin de lui. Et si le maire n'est pas là pour prendre les choses en mains, alors la démocratie perd tout crédit. Face à la crise de la gouvernance et de la représentativité, Enrique Riera s'est demandé comment faire pour que la démocratie soit plus proche du citoyen ? Combattre la pauvreté, renforcer la démocratie passe par le renforcement du pouvoir local.

- **Mme Gisèle Stievenard, Adjointe au Maire de Paris chargée de la solidarité et des affaires sociales, Première Vice-présidente du Conseil Général du Département de la Seine, France**

Gisele Stievenard a réaffirmé l'importance du soutien aux petites entreprises, à l'exemple de ce qui s'est fait en France : émettre des réponses mutualisées, avoir accès au crédit et ne pas accepter que toute chose soit marchandise. Il faut reconstruire des normes qui émanent de la puissance publique.

- **Mr. Jorge Sandoval Cabazo, Universitaire**

Jorge Sandoval Cabazo a décidé d'aborder la question urbaine et la cohésion sociale. Les trois domaines auxquels nous devons nous intéresser sont la soutenabilité urbaine, la cohésion territoriale, la cohabitation solidaire.